

Voilà plus de dix ans que notre secteur a été libéralisé (ouverture à la concurrence et ouverture du capital).

Quelles en sont les conséquences ?

Depuis 2001, le marché de l'électricité et du gaz a ouvert ses portes et la grande braderie a attiré très rapidement les appétits financiers de tous les lobbyings capitalistes.

Dès lors, la vague de privatisations, de fusions et acquisitions a déferlé au détriment d'investissements vitaux pour la recherche, le développement de nouveaux moyens de production, de transport et de distribution pour le gaz et l'électricité.

La réponse aux besoins des usagers s'est dégradée : le secteur de l'énergie a été complètement démantelé par :

- L'entrée de capitaux privés dans les entreprises non nationalisées (SNET, SHEM, la Régie de Bordeaux ..)
- L'arrivée des nouveaux entrants type Poweo et direct énergie
- La séparation d'EDF et de GDF et leur transformation en sociétés anonymes
- La filialisation de chaque activité (production, transport, distribution, tertiaire) qui met en péril la complémentarité entre l'électricité et le gaz, complexifie la gestion et rend les entreprises loin des besoins des usagers.

Notre secteur d'activité est aujourd'hui découpé en 150 entreprises regroupant 150 000 agents des industries électriques et gaziers, mais aussi des salariés en CDI hors statut, le tout chapeauté par une branche professionnelle dont les employeurs ne sont autres que les bras armés du MEDEF.

Plusieurs questions nous sont posées pour répondre aux besoins en énergie.

Quel est le projet industriel ?

Quelle sont les politiques énergétiques ?

Quel avenir pour tous les salariés du secteur ?

Pour le gaz, nous assistons à un gâchis économique, industriel, environnemental et social, découlant de la libéralisation.

Malgré un marché du gaz en excédent, la spéculation en bourse met à mal la sécurité d'approvisionnement. Il brûle du gaz et les factures sont à la hausse et les coupures pour impayés se multiplient.

Un service public mit en mal. GRDF a pris la décision de ne plus assurer les dépannages de nuit et de les reporter au lendemain, accentuant de fait les risques sur la sécurité des biens et des personnes.

La politique de GDF/SUEZ par son plan de rigueur »Perform2015 22 «réduit les embauches de 1400/an, soit à minima plus de 4000 suppressions d'emploi en 3 ans.

D'un point de vue de la production d'électricité et du transport électrique, le manque d'investissement dans la recherche pour le thermique à flamme, par des décisions purement électoraliste de fermer la centrale de Fessenheim en verticalisant les activités de RTE pour mieux éloigner et séparer les salariés, pour mieux imposer les choix de la direction en pressurant les salariés, avec des conséquences sociales désastreuses.

Pour le distributeur, le modèle actuel de distribution de l'électricité et de gaz est aujourd'hui interrogé et remis en cause au travers des débats sur la transition énergétique, par la décentralisation de décision et la métropolisation de la consommation.

Toute modification visant à affaiblir ce modèle de service public, aurait des conséquences lourdes en premier par une augmentation du coût de l'énergie, la fin de la péréquation tarifaire nationale.

La CGT a toujours combattu et combattra, toujours cette logique de casse du service public décidé conjointement par les grands actionnaires et les dirigeants politiques français et européens.